**COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SÉANCE DU 9 JUIN 2020**

**Nombre de membres en exercice : 15**

**Nombre de membres présents : 15**

**Qui ont pris part à la délibération : 15**

**Date de convocation : 4 juin 2020**

**Date d’affichage : 4 juin 2020**

L’an deux mil vingt, le neuf juin à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de Mérobert, dûment convoqué, s’est réuni dans à la Salle des Fêtes, sous la présidence de M. Alain MARTIN, Maire.

**Etaient présents** : M. Arnauld DENICOLAÏ, 1er Adjoint, Mme Cynthia SAVARIT, 2ème Adjointe, Mme Marie Patricia LACRAMPE, 3ème Adjointe, Mme LEFEVRE Christine, 4ème Adjointe, M. Patrick TESSIER, Mmes Patricia BORNAT, Madeleine BOURROUX, MM. Jean-Michel MARTIN, José LIÉBEAUX, Jérémy DAUVILLIERS, Emmanuel SAVARIT, Olivier LEFEBVRE, Mmes Danielle THEGARID et Corine AYMERICH

**Secrétaire de séance** : Mme Cynthia SAVARIT

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal, peut délibérer.

**DCM 2020/11 : DÉLÉGATIONS DU MAIRE**

Afin d’assurer la gestion des affaires communales et conformément aux articles L2122-21 et L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal consentent au Maire, pour la durée de son mandat, délégations pour les missions suivantes :

Le Maire peut, en outre, par délégation du Conseil Municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

**1°** D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

**2°** De fixer, dans les limites déterminées par le Conseil Municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

**3°** De procéder, dans les limites fixées par le Conseil Municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article [L.2221-5-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070633&idArticle=LEGIARTI000006390248&dateTexte=&categorieLien=cid), sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

**4°** De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

**5°** De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

**6°** De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

**7°** De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

**8°** De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

**9°** D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

**10°** De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

**11°** De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

**12°** De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

**13°** De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

**14°** De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

**15°** D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article [L.211-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074075&idArticle=LEGIARTI000037666860&dateTexte=&categorieLien=id) ou au premier alinéa de l'article [L.213-3](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074075&idArticle=LEGIARTI000006815126&dateTexte=&categorieLien=cid) de ce même code dans les conditions que fixe le Conseil Municipal ;

**16°** D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le Conseil Municipal, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants ;

**17°** De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le Conseil Municipal ;

**18°** De donner, en application de l'article [L.324-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074075&idArticle=LEGIARTI000006815289&dateTexte=&categorieLien=cid) du Code de l'Urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

**19°** De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article [L.311-4](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074075&idArticle=LEGIARTI000037666707&dateTexte=&categorieLien=id) du Code de l'Urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article [L.332-11-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074075&idArticle=LEGIARTI000006815366&dateTexte=&categorieLien=cid) du même code, dans sa rédaction antérieure à la [loi n°2014-1655 du 29 décembre 2014](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029990432&categorieLien=cid) de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

**20°** De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le Conseil Municipal à hauteur de 10 000,00 € ;

**21°** D'exercer ou de déléguer, en application de [l'article L.214-1-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074075&idArticle=LEGIARTI000029103596&dateTexte=&categorieLien=cid) du Code de l'Urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le Conseil Municipal, le droit de préemption défini par l'article [L.214-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074075&idArticle=LEGIARTI000006815136&dateTexte=&categorieLien=cid) du même code ;

**22°** D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux [articles L.240-1 à L.240-3](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074075&idArticle=LEGIARTI000037667043&dateTexte=&categorieLien=id) du Code de l'Urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le Conseil Municipal ;

**23°** De prendre les décisions mentionnées aux articles L.523-4 et [L.523-5](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074236&idArticle=LEGIARTI000006845698&dateTexte=&categorieLien=cid) du Code du Patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

**24°** D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

**25°** De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le Conseil Municipal, l'attribution de subventions ;

**26°** De procéder, dans les limites fixées par le Conseil Municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

**27°** D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de [l'article 10 de la loi n°5-1351 du 31 décembre 1975](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000889243&idArticle=LEGIARTI000006465237&dateTexte=&categorieLien=cid) relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil Municipal.

**DCM 2020/12 : DÉLÉGATIONS DES ADJOINTS AU MAIRE**

Monsieur le Maire donne connaissance aux membres du Conseil Municipal des délégations qu’il va attribuer par arrêté aux adjoints et conseillers municipaux :

**M. Arnauld DENICOLAÏ – 1er Adjoint**

* Délégation de fonction et de signature : Finances, Urbanisme, Travaux, Voirie, Appel d’Offres, Bâtiments Publics, Fêtes et Cérémonies, Etat Civil, Personnel Communal, CCAS, Correspondant Défense, tous pouvoir du Maire en son absence

**Mme Cynthia SAVARIT -2ème Adjointe**

* Délégation de fonction et de signature : Finances, Fêtes et Cérémonies, Communication, Etat Civil, Personnel Communal, CCAS, CNAS, Correspondant Défense, La Poste

**Mme Marie Patricia LACRAMPE – 3ème Adjointe**

* Délégation de fonction et de signature : Bâtiments Publics, Communication, Personnel Communal, CCAS, La Poste

**Mme Christine LEFEVRE – 4ème Adjointe**

* Délégation de fonction et de signature : Finances, Personnel Communal, CCAS

Les membres du Conseil Municipal consentent également la délégation de signature concernant l’Etat Civil à Madame Odile BALEMBOIS, Adjoint Administratif, faisant fonction de Secrétaire de Mairie.

**DCM 2020/13 : NOMINATIONS DES DÉLÉGUÉS ET SUPPLÉANTS AUX COMMISSIONS COMMUNALES ET INTERCOMMUNALES**

**COMMISSION FINANCES**

* Titulaires : **M. Arnauld DENICOLAÏ & Mme Christine LEFEVRE**
* Suppléants : **M. Jean-Michel MARTIN & Mme Cynthia SAVARIT**

**COMMISSION URBANISME – TRAVAUX – VOIRIE - ENVIRONNEMENT**

* Titulaires : **MM. Jean-Michel MARTIN & Olivier LEFEBVRE**
* Suppléants : **M. José LIÉBEAUX & Mme Patricia BORNAT**

**COMMISSION D’APPEL D’OFFRES**

* Titulaires : **MM. Jérémy DAUVILLIERS, Olivier LEFEBVRE, Jean-Michel MARTIN & Patrick TESSIER**
* Suppléantes : **Mmes Corine AYMERICH, Patricia BORNAT & Madeleine BOURROUX**

**COMMISSION CHEMINS RURAUX**

* Titulaire : **M. Jérémy DAUVILLIERS**
* Suppléant : **M. Jean-Michel MARTIN**

**COMMISSION BÂTIMENTS PUBLICS**

* Titulaire : **Mme Marie Patricia LACRAMPE**
* Suppléantes : **Mmes Corine AYMERICH & Madeleine BOURROUX**

**COMMISSION FÊTES ET CÉRÉMONIES**

* Titulaires : **M. Arnauld DENICOLAÏ & Mme Cynthia SAVARIT**
* Suppléants : **Mmes Patricia BORNAT, Madeleine BOURROUX, MM. José LIÉBEAUX & Patrick TESSIER**

**COMMISSION COMMUNICATION**

* Titulaires : **M. Emmanuel SAVARIT & Mme Cynthia SAVARIT**
* Suppléantes : **Mmes Marie Patricia LACRAMPE & Corine AYMERICH**

**COMMISSION ETAT CIVIL**

* Titulaire : **M. Arnauld DENICOLAÏ**
* Suppléante : **Mme Cynthia SAVARIT**

**COMMISSION PERSONNEL COMMUNAL**

* Titulaires : **M. Arnauld DENICOLAÏ & Mme Marie Patricia LACRAMPE**
* Suppléantes : **Mmes Christine LEFEVRE & Cynthia SAVARIT**

**CENTRE COMMUNAL D’ACTION SOCIALE (CCAS)**

* Membres : **Mme Cynthia SAVARIT, Vice-présidente, M. Patrick TESSIER, Mmes Danielle THEGARID, Marie Patricia LACRAMPE, Madeleine BOURROUX & Christine LEFEVRE**

La désignation des membres bénévoles seront nommés lors d’un prochain Conseil Municipal.

**CENTRE NATIONAL D’ACTION SOCIALE (CNAS)**

* Titulaire : **Mme Danielle THEGARID**
* Suppléante : **Mme Cynthia SAVARIT**

**SÉCURITÉ**

* Titulaires : **MM. Arnauld DENICOLAÏ & Emmanuel SAVARIT**
* Suppléant : **M. José LIÉBEAUX**

**SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

* Titulaire : **M. Arnauld DENICOLAÏ**
* Suppléants : **MM. José LIÉBEAUX & Olivier LEFEBVRE**

**CORRESPONDANT DÉFENSE**

* Titulaire : **M. Arnauld DENICOLAÏ**
* Suppléante : **Mme Cynthia SAVARIT**

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D’INDUSTRIE**

* Titulaire : **M. Patrick TESSIER**

**CHAMBRE D’AGRICULTURE**

* Titulaire : **M. Jean-Michel MARTIN**

**LA POSTE**

* Titulaire : **Mme Cynthia SAVARIT**
* Suppléante : **Mme Marie Patricia LACRAMPE**

**COMMISSIONS INTERCOMMUNALES ET SYNDICATS**

**COMMUNAUTÉ D’AGGLOMÉRATION DE L’ÉTAMPOIS SUD-ESSONNE (CAESE)**

* Conseiller Communautaire : **M. Alain MARTIN**
* Représentant du Maire : **Mme Cynthia SAVARIT**

**AMPS (Authon-la-Plaine, Mérobert, Plessis-Saint-Benoist, Saint-Escobille)**

* Vice-présidente : **Mme Danielle THEGARID**
* Titulaires : **Mmes Christine LEFEVRE & Madeleine BOURROUX**
* Suppléant : **M. Olivier LEFEBVRE**

**TRANSPORT SCOLAIRE DE DOURDAN ET ÉTAMPES (SIRTD)**

* Titulaires : **Mme Christine LEFEVRE & Olivier LEFEBVRE**
* Suppléantes : **Mmes Madeleine BOURROUX & Danielle THEGARID**

**SIREDOM (Syndicat Intercommunal pour le Recyclage et l’Énergie par les Déchets et Ordures Ménagères)**

* Titulaire : **M. Patrick TESSIER**
* Suppléants : **MM. Olivier LEFEBVRE & José LIÉBEAUX**

**SIÈGE (Syndicat Intercommunal d’Énergie de l’Étampois)**

* Titulaire : **M. Olivier LEFEBVRE**
* Suppléante : **Corine AYMERICH**

**SIAEP (Syndicat Intercommunal d’Adduction d’Eau Potable)**

* Titulaires : **MM. Patrick TESSIER & Olivier LEFEBVRE**

**SIARJA (Syndicat Intercommunal mixte pour l’Aménagement et l’entretien de la Rivière la Juine et ses Affluents)**

* Titulaire : **M. Arnauld DENICOLAÏ**
* Suppléant : **Jérémy DAUVILLIERS**

**DCM 2020/14 : INDEMNITÉS DU MAIRE, DES ADJOINTS ET DES DÉLÉGUÉS**

**CONSIDÉRANT** la mise en place du nouveau Conseil Municipal du 25 mai 2020,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l’article L2123-23, fixant le taux de l’indemnité de fonction des Maires des communes de 500 à 999 habitants à 40,3% ;

**VU** l’article 5 de la loi n°2016-1500 du 8 novembre 2016, précisant que l’indemnité du Maire est de droit et sans délibération, fixée au maximum

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l’article L2123-24 (I et II), fixant le taux de l’indemnité de fonction des Adjoints au Maire des communes de 500 à 999 habitants à 10,7% maximum ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l’article L2123-24-1 (I et II), fixant le taux de l’indemnité de fonction de Conseiller Municipal des communes de 500 à 999 habitants à 6% maximum ;

**CONSIDÉRANT** que le code susvisé fixe des taux maximaux, il y a donc lieu de déterminer le taux des indemnités allouées aux Adjoints au Maire et aux Conseillers Municipaux.

Monsieur le Maire :

**Article 1** : Propose de fixer le montant des indemnités pour l’exercice effectif des fonctions des Adjoints au Maire et des Conseillers Municipaux, dans la limite de l’enveloppe budgétaire constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d’être allouées aux titulaires de mandats locaux, aux taux suivants :

Taux en pourcentage de l’indice brut mensuel 1027, conformément au barème fixé par les articles L2123-24 et L2123-24-1 du Code Général des Collectivités Territoriales :

* 1er Adjoint au Maire : 8%
* 2ème,3ème et 4ème Adjoint au Maire : 4%
* Conseillers Municipaux : 2%

**Article 2** : Dit que la date d’effet du versement de ces indemnités est fixée au 25 mai 2020.

**Article 3** : Dit que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 6531 du budget communal

**Article 4** : Un tableau récapitulatif de l’ensemble des indemnités allouées aux membres du Conseil Municipal est annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité :

* **ACCEPTE** les taux des indemnités allouées au Maire, Adjoints au Maire et aux Conseillers Municipaux.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **INDEMNITÉS AUX CONSEILLERS MUNICIPAUX** | | |
| **NOM Prénom** | **DÉLÉGATION/responsabilité** | **Taux de l'indice 1027** |
| **MARTIN Alain** | **Maire** | **40,3%** |
| **DENICOLAÏ Arnauld** | **1er Adjoint :** Finances, Urbanisme, Travaux, Voirie, Appel d’Offres, Bâtiments Publics, Fêtes et Cérémonies, Etat Civil, Personnel Communal, CCAS, Sécurité, Sécurité Routière, Correspondant Défense, tous pouvoirs du Maire en son absence | **8%** |
| **SAVARIT Cynthia** | **2ème Adjointe :** Finances, Fêtes et Cérémonies, Communication, Etat Civil, Personnel Communal, CCAS, CNAS, Correspondant Défense, La Poste | **4%** |
| **LACRAMPE Marie Patricia** | **3ème Adjointe :** Bâtiments Publics, Communication, Personnel Communal, CCAS, La Poste | **4%** |
| **LEFEVRE Christine** | **4ème Adjointe :** Finances, Personnel Communal, CCAS | **4%** |
| **TESSIER Patrick** | **Conseiller Municipal :** Appel d’offres, Fêtes et Cérémonies, CCAS, Chambre de Commerce et d’Industrie, | **2%** |
| **BORNAT Patricia** | **Conseillère Municipale :** Urbanisme, Travaux, Voirie, Environnement, Appel d’offres, | **2%** |
| **BOURROUX Madeleine** | **Conseillère Municipale :** Appel d’offres, Bâtiments Publics, Fêtes et Cérémonies, Fêtes et Cérémonies, CCAS, | **2%** |
| **MARTIN Jean-Michel** | **Conseiller Municipal :** Finances, Urbanisme, Travaux, Voirie, Environnement, Appel d’offres, Chemins Ruraux, Chambre d’Agriculture | **2%** |
| **LIÉBEAUX José** | **Conseiller Municipal :** Urbanisme, Travaux, Voirie, Environnement, Fêtes et Cérémonies, Sécurité, Sécurité Routière, | **2%** |
| **DAUVILLERS Jérémy** | **Conseiller Municipal :** Appel d’offres, Chemins Ruraux, | **2%** |
| **SAVARIT Emmanuel** | **Conseiller Municipal :** Communication, Sécurité, | **2%** |
| **LEFEBVRE Olivier** | **Conseiller Municipal :** Urbanisme, Travaux, Voirie, Environnement, Appel d’offres, Sécurité Routière, | **2%** |
| **THEGARID Danielle** | **Conseillère Municipale :** CCAS, CNAS, | **2%** |
| **AYMERICH Corine** | **Conseillère Municipale :** Appel d’offres, Bâtiments Publics, Communication, | **2%** |

**QUESTIONS DIVERSES**

* Néant

L’ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h40.

**Le Maire, La Secrétaire de Séance, Les Conseillers**

**MARTIN Alain**